https://www.bbn.gov.pl/pl/wydarzenia/5894,Szef-BBN-dla-francuskiego-quotLa-Revue-Dfense-Nationalequot-o-Bialej-Ksiedze-Bez.html
26.04.2024, 13:55

Szef BBN dla francuskiego "La Revue Défense Nationale" o Białej Księdze Bezpieczeństwa Narodowego RP

Zachęcamy do przeczytania artykułu szefa BBN Stanisława Kozieja poświęconego Białej Księdze Bezpieczeństwa Narodowego RP, jaki został opublikowany we francuskim miesięczniku "La Revue Défense Nationale". W 2013 r. białe księgi poświęcone bezpieczeństwu wydały zarówno Polska, jak i Francja. (Poniżej tekstu w języku francuskim, publikujemy polskie tłumaczenie)

Du *Livre blanc sur la sécurité nationale* de la République de Pologne

Stanislaw Koziej, Général, chef du Bureau de la sécurité nationale

Résumé : dans ce texte académique, l'auteur qui en est aussi l'architecte expose les attendus et les principales conclusions stratégiques du premier vrai livre blanc polonais en matière de sécurité nationale. Il montre aussi que l'actuel conflit ukraino-russe, loin d'en invalider les priorités, les renforcent.

Pour la première fois dans l'histoire de la Pologne, sur instruction du Président de la République, une analyse stratégique de la sécurité nationale a été conduite en 2010-2012. Elle comprenait une évaluation de l'état de la sécurité nationale de la République de Pologne et conduisait à la formulation de conclusions et de recommandations-clés relatives aux objectifs et modes du fonctionnement de l'État dans le domaine de sécurité et à l'élaboration du système de sécurité nationale. Le résultat final de cette analyse est consigné dans le rapport classifié de la Commission d'analyse stratégique de la sécurité nationale et dans le Livre blanc sur la sécurité nationale de la République de Pologne publié au mois de mai 2013[*].

Principes directeurs *du Livre blanc*

Le *Livre blanc* est une publication consacrée à la sécurité de l'État au sens large. Il est destiné aussi bien aux Polonais qu'à la communauté internationale. Il montre aux premiers que la sécurité nationale les concerne tous et qu'elle concerne pratiquement toutes les sphères de la vie publique. A la seconde, ce Livre blanc permet de mieux comprendre la posture polonaise de sécurité. Il aborde quatre questions fondamentales : quel est l'état de la sécurité de la Pologne? Quels changements prévoir pour les 20 prochaines années? Quelles orientations stratégiques en résultent pour renforcer de la sécurité de la Pologne? Comment s'y préparer?

En réponse à la première question, les intérêts nationaux et les objectifs stratégiques qui en découlent en matière de sécurité ont été définis. Le point de départ pour leur formulation a consisté en un diagnostic du rôle de la Pologne comme acteur stratégique dans le contexte historique actuel ; il s'agit de ses déterminants systémiques et politiques, de ses capacités de défense (soit les forces armées polonaises), de ses capacités de

protection (celles des services et des gardes), sociales (y compris l'identité nationale et le patrimoine culturel polonais) et économiques (y compris la sécurité financière, la sécurité énergétique).

S'agissant de la deuxième question, des prévisions d'évolution de l'environnement de sécurité ont été effectuées à trois niveaux (global, régional et national) et des scénarios d'évolution de l'environnement de sécurité ont été élaborés. D'après ceux-ci, l'un des facteurs clés de l'environnement de sécurité réside dans la mondialisation combinée à la révolution informationnelle. Ces deux mouvements contribuent à l'augmentation de prospérité et favorisent le développement de nouvelles technologies, l'amélioration des méthodes de gestion et des moyens de financement du développement économique. En contrepoint des effets positifs des processus de mondialisation et d'information, on trouve de nouveaux défis et menaces pour **la sécurité mondiale**, tant en termes militaires que non-militaires. De nouvelles lignes de division apparaissent qui deviennent de plus en plus accentuées dans le monde. De son côté le développement de la technologie et l'expansion du marché mondial conduisent à une forte augmentation de la demande des ressources énergétiques, ainsi que de la demande alimentaire et de l'eau. Tous ces facteurs influencent la politique, l'économie et les processus sociaux. La sécurité globale et régionale est également affectée par l'instabilité de diverses régions du monde. Plusieurs foyers de conflits actuels (en particulier le conflit russo-ukrainien, la situation au Proche-Orient ou dans la péninsule coréenne) peuvent devenir sources de troubles à grande échelle. Ils sont accompagnés par le phénomène de la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, au détriment des processus de désarmement.

Le *Livre blanc* expose une prévision selon laquelle, dans les décennies à venir, l'ampleur des défis et des menaces transnationales et asymétriques devrait croître. Pour lutter contre le terrorisme, les États doivent s'y préparer aussi bien qu'aux menaces de guerre. L'activité des terroristes se propage également, autant qu'entre pays, dans le cyberespace qui deviendra de plus en plus un espace de rivalité et de confrontation. En outre, il faut prendre en considération tout autant des menaces se présentant sous la forme des risques de crises politico-militaires (l'utilisation du facteur militaire par des acteurs étatiques afin d'exercer une pression stratégique sans franchir le seuil de la guerre) que des menaces de guerre (conflit armé). Sur la base des conclusions qui en découlent, sont prévus trois scénarios d'évolution de l'environnement de sécurité : scénario d'intégration – avec une prédominance des phénomènes et des tendances positives et désirées, scénario de désintégration – avec une prédominance des phénomènes internes et externes défavorables et dangereux, scénario d'évolution – prévoyant la persistance de l'équilibre relatif des phénomènes positifs et négatifs (le plus probable).

La réponse à la troisième question posée suppose que les actions stratégiques en faveur de la sécurité concourent à trois priorités principales : premièrement, le maintien de la détermination et des capacités de réaction dans tout le spectre de la sécurité nationale ; ensuite, le renforcement de la communauté internationale de sécurité par l'approfondissement des processus d'intégration en Europe sur la base de valeurs et intérêts communs, en particulier dans le cadre du système de défense collective de l'Otan, de la Politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne et des partenariats stratégiques (entre autres, avec les États-Unis), y compris les actions de bon voisinage stratégique ; enfin, le soutien et la participation sélective aux activités internationales de prévention de nouvelles menaces ou d'endiguement des crises existantes, sur la base d'un mandat international explicite. Le *Livre blanc* valide un vrai « tournant stratégique » comme fil conducteur de la doctrine de sécurité nationale : il s'agit de passer de priorités « extérieures » à la focalisation sur la défense du territoire national (et, *de facto*, du territoire des pays de l'Otan). Ce tournant devrait renforcer le sentiment de sécurité et, par conséquent, permettre un plus grand déploiement à l'extérieur.

En réponse à la quatrième question, ont été formulées des priorités relatives à la préparation de l'État à la sécurité nationale: intégration du sous-système de gestion de la sécurité nationale ; professionnalisation des sous-systèmes opérationnels (défense et protection) ; généralisation de la préparation des sous-systèmes de

soutien (sociaux et économiques).

Modalités et cadres d'action

Le fondement de la sécurité de la Pologne résulte à la fois de moyens propres et de moyens extérieurs. Le *Livre blanc* recommande plusieurs pistes pour chacun d'entre eux.

En ce qui concerne le pilier propre, plusieurs points sont évoqués : élaboration d'une nouvelle stratégie de sécurité nationale (qui remplacerait celle de 2007) ; maintien du niveau de financement des forces armées polonaises (1,95% du PIB) ; construction d'un système de défense aérienne, y compris de défense antimissile ; réforme du système de gestion et de commandement des forces armées polonaises ; consolidation de l'enseignement militaire ; renforcement de la sécurité énergétique; développement des capacités de cybersécurité...

S'agissant des piliers extérieurs de la sécurité de la Pologne, ils sont formés par l'Otan, l'Union européenne, l'UE, des partenariats et le bon voisinage stratégiques.

L'Otan constitue l'alliance politique et militaire la plus puissante ; elle est capable d'assurer une dissuasion et une défense efficaces. Actuellement, le défi principal pour l'Alliance atlantique est de définir son rôle dans la période « post-afghane ». La Pologne reste soucieuse de la consolidation de l'Otan en matière de défense, sa fonction principale fondée sur l'article 5 du Traité de Washington et souhaite des mesures concrètes pour améliorer son pouvoir de dissuasion. Dans la situation actuelle, le conflit russo-ukrainien confirme ce positionnement. À cet égard, il est important que les mécanismes de l'Otan soient efficaces, qu'il s'agisse de la mise à jour régulière des plans d'urgence, de l'exécution d'exercices avec la participation des troupes avec des scénarios prévoyant l'activation de l'article 5 et de la répartition uniforme de l'infrastructure de l'Alliance. Il est également important de continuer une planification de défense crédible et d'assurer la coopération stratégique entre l'Otan et l'UE.

L'Union européenne avec sa Politique de sécurité et de défense commune constitue le deuxième pilier de la sécurité extérieure polonaise. Le processus de changement dynamique dans des régions qui entourent l'UE (l'Europe de l'Est ; l'Afrique du Nord ; le Proche-Orient ; potentiellement l'Arctique) et les changements de l'équilibre du la puissance et de la gouvernance mondiales liées aux puissances émergentes et à la crise économique mondiale sollicitent l'Union. Elle est confrontée au besoin de redéfinir les intérêts et les objectifs de sa politique de sécurité. Néanmoins, son utilité pour la politique de sécurité polonaise dépend du renforcement de l'autorité stratégique européenne. À cet effet, le *Livre blanc* propose l'élaboration d'une nouvelle stratégie de sécurité européenne. Un sérieux défi pour l'Europe réside également dans le faible degré de son indépendance en matières premières. Dès lors, il est nécessaire d'accélérer la construction des structures et des procédures de la Politique étrangère et de sécurité commune, notamment le Service européen pour l'action extérieure.

Les partenariats et le bon voisinage stratégiques forment le troisième pilier de la sécurité extérieure polonaise. Il est dans l'intérêt de la Pologne de développer une coopération étroite et stratégique avec les États-Unis, ainsi qu'avec d'autres partenaires stratégiques et des pays voisins. La Pologne cherchera à réduire l'ampleur du retrait des forces armées américaines de l'Europe. La coopération polono-américaine dans le domaine de la sécurité sera centrée sur l'amélioration de la capacité à conduire des actions communes et notamment des opérations militaires communes. Elle comportera, entre autres, la présence temporaire des unités militaires américaines sur le territoire polonais, la formation commune et la mise en œuvre de défense antimissile américaine comme partie du système de défense antimissile de l'Otan. En outre, la coopération dans des cadres formalisés (le « Triangle de Weimar », le « Groupe de Visegrad ») et *ad hoc* (pays baltes) est également importante pour la sécurité de la Pologne. Des pays scandinaves constituent enfin également des partenaires significatifs.

Un autre élément important de point de vue de la sécurité de la Pologne relève de ses relations avec la Russie. L'avenir de la fédération de Russie est difficile à évaluer. Cette indétermination est, et restera longtemps, la source principale d'incertitude chez ses voisins immédiats, y compris la Pologne, en particulier parce que la Russie poursuit le vaste programme de modernisation de ses forces armées lancé en 2008. La sécurité de la Pologne dépend en grande partie du développement des relations entre la Russie et l'Occident. Actuellement, les relations ne vont pas, de notre point de vue, dans le bon sens. Mais la Pologne est intéressée à développer la coopération avec la Russie sur la base du principe de réciprocité. Dans ce cadre, il est nécessaire de s'affranchir de la logique des sphères d'influence. Il est également dans l'intérêt de la Pologne de soutenir les pays du « Partenariat oriental » de l'UE et de prouver que leur européanisation est favorable également à la Russie parce qu'elle facilite le renforcement des principes démocratiques, améliore la prévisibilité de la sphère socio-politique et permet le développement d'une économie stable.

La Pologne souhaite renforcer les pays d'Europe orientale, en particulier ceux concernés par l'initiative du Partenariat oriental. Il est très important de soutenir l'Ukraine, de partager avec elle tous les expériences liées à la transformation, de préserver en permanence l'orientation pro-occidentale de sa politique de sécurité et de l'intégrer progressivement dans les mécanismes européens. La qualité de coopération entre la Pologne et l'Ukraine déterminera de manière décisive l'évolution de la situation dans toute l'Europe de l'Est.

*

Le *Livre blanc* a été diffusé dans de nombreuses institutions polonaises, y compris dans l'administration publique, les universités, les organisations non-gouvernementales et dans de larges pans de la société polonaise. Il constitue désormais un point de référence officiel pour la transformation progressive du système de sécurité nationale. En outre, il offre une sorte de véritable manuel des questions les plus importantes en matière de sécurité nationale.

Les actuels changements profonds de la situation de sécurité aux environs immédiats de la Pologne ne modifient pas les axes de transformation du système de sécurité nationale recommandés par le *Livre blanc*. Le conflit russo-ukrainien n'a pas remis en cause – au contraire, il l'a plutôt confirmé- la priorité en matière de la politique de sécurité de la Pologne ; elle est de renforcer le potentiel de défense du territoire de la Pologne et, ainsi, celui des pays de l'Otan. En outre, ce conflit russo-ukrainien confirme la légitimité de nos demandes de renforcement des piliers extérieurs de notre sécurité, l'Otan, l'UE et nos partenariats stratégiques.

"La Revue Défense Nationale" n° 771/2014.

---

[*]Le *Livre blanc sur la sécurité nationale de la République de Pologne* a été élaboré par le Bureau de la sécurité nationale. La version anglaise est disponible sur :
http://www.spbn.gov.pl/sbn/english-version/5043,English-version.html

***

Tłumaczenie:

Biała Księga Bezpieczeństwa Narodowego RP

W latach 2010-2012, po raz pierwszy w historii Polski, na polecenie Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej, został przeprowadzony Strategiczny Przegląd Bezpieczeństwa Narodowego. W jego ramach dokonano oceny stanu bezpieczeństwa narodowego Rzeczypospolitej Polskiej i sformułowano kluczowe wnioski i rekomendacje dotyczące strategicznych celów i sposobów działania państwa w dziedzinie bezpieczeństwa oraz przygotowania systemu bezpieczeństwa narodowego. Efektem końcowym Przeglądu są niejawny Raport Komisji Strategicznego Przeglądu Bezpieczeństwa Narodowego i opracowana na jego podstawie – opublikowana w maju 2013 roku - Biała Księga Bezpieczeństwa Narodowego RP[*].

Biała Księga to pionierskie wydawnictwo, poświęcone szeroko rozumianemu bezpieczeństwu państwa. Skierowana jest zarówno do Polaków, jak i do otoczenia międzynarodowego. Polakom pokazuje, że bezpieczeństwo narodowe dotyczy każdego z nas i związane jest praktycznie z każdą sferą naszego życia. Otoczeniu międzynarodowemu umożliwia lepsze zrozumienie podejścia Polski do kwestii bezpieczeństwa.

Biała Księga odpowiada na cztery zasadnicze pytania: Jaki jest stan bezpieczeństwa Polski? Jakie zmiany możemy prognozować w perspektywie 20 lat? Jakie wynikają z nich strategiczne kierunki kształtowania bezpieczeństwa Polski? Jak powinniśmy się do tego przygotowywać?

W odpowiedzi na pierwsze pytanie określono interesy narodowe i wynikające z nich cele strategiczne w dziedzinie bezpieczeństwa. Punktem wyjścia do ich sformułowania była diagnoza Polski jako strategicznego podmiotu bezpieczeństwa, dokonana w kontekście zarówno historycznym, teraźniejszych uwarunkowań ustrojowo-politycznych, jak i potencjału obronnego (m.in. Siły Zbrojne RP), ochronnego (służby i straże), społecznego (m.in. tożsamość narodowa i dziedzictwo kulturowe, potencjał demograficzny) i gospodarczego (m.in. bezpieczeństwo finansowe, bezpieczeństwo energetyczne).

W odpowiedzi na drugie pytanie sformułowano prognozy rozwoju środowiska bezpieczeństwa w trzech wymiarach (globalnym, regionalnym i krajowym) oraz scenariusze rozwoju środowiska bezpieczeństwa. Prognozy przewidują, że jednym z kluczowych czynników kształtujących środowisko bezpieczeństwa będą globalizacja i rewolucja informacyjna. Przyczyniają się one do podnoszenia dobrobytu, sprzyjają rozwojowi nowoczesnych technologii, doskonaleniu metod zarządzania oraz sposobów finansowania rozwoju gospodarczego. Równolegle do pozytywnych skutków, efektem procesów globalizacyjnych i informacyjnych są nowe wyzwania i zagrożenia dla **światowego bezpieczeństwa** - zarówno w aspekcie militarnym, jak i pozamilitarnym. Ostrości i tempa nabierają nowe podziały świata. Rozwój technologii i rozszerzanie się światowego rynku prowadzą do gwałtownego wzrostu zapotrzebowania na surowce energetyczne, a także na żywność i wodę. Wszystkie te czynniki wpływają na politykę, gospodarkę i procesy społeczne.

Bezpieczeństwo globalne i regionalne jest również kształtowane przez niestabilność poszczególnych regionów świata. Wiele obecnych ognisk zapalnych (zwłaszcza konflikt rosyjsko-ukraiński, sytuacja na Bliskim Wschodzie czy Półwyspie Koreańskim) może stać się zarzewiem niepokojów na szerszą skalę. Towarzyszy im zjawisko proliferacji broni masowego rażenia i środków jej przenoszenia, co negatywnie wpływa na procesy rozbrojeniowe.

W Białej Księdze zarysowano prognozę zakładającą, że w nadchodzących dekadach będzie poszerzać się skala wyzwań oraz zagrożeń transnarodowych i asymetrycznych. Terroryzm będzie zagrożeniem, do przeciwdziałania któremu państwa muszą przygotowywać się w nie mniejszym stopniu niż do zagrożeń wojennych. Aktywność terrorystów przenosi się również do cyberprzestrzeni, która w coraz większym stopniu będzie stawać się obszarem rywalizacji i konfrontacji, także między państwami. Należy także liczyć się z zagrożeniami militarnymi,

które mogą mieć charakter polityczno-militarnych zagrożeń kryzysowych (wykorzystywanie przez podmioty międzynarodowe czynnika militarnego do wywierania presji strategicznej bez przekraczania progu wojny) oraz zagrożeń wojennych (realny konflikt zbrojny).

Na podstawie wynikających stąd wniosków przewidziano trzy scenariusze rozwoju środowiska bezpieczeństwa: integracyjny – z przewagą pozytywnych i pożądanych zjawisk i tendencji, dezintegracyjny – z przewagą niekorzystnych i niebezpiecznych zjawisk zewnętrznych i wewnętrznych, ewolucyjny – zakładający kontynuację względnej równowagi zjawisk pozytywnych i negatywnych (najbardziej prawdopodobny).

W odpowiedzi na trzecie pytanie założono, że działania strategiczne na rzecz bezpieczeństwa powinny koncentrować się wokół trzech głównych priorytetów: utrzymania własnej determinacji i gotowości do działania w pełnym spektrum bezpieczeństwa narodowego; umacniania międzynarodowej wspólnoty bezpieczeństwa poprzez pogłębianie procesów integracyjnych w Europie opartych na wspólnocie interesów i wartości, w tym zwłaszcza w ramach systemu kolektywnej obrony NATO, Wspólnej Polityki Bezpieczeństwa i Obrony UE oraz strategicznych partnerstw (w tym z USA), a w nich – strategicznego dobrosąsiedztwa; wspierania i selektywnego udziału w międzynarodowej aktywności na rzecz zapobiegania powstawaniu nowych zagrożeń lub rozprzestrzenianiu się już istniejących kryzysów w wymiarze ponadregionalnym, na podstawie wyraźnego mandatu międzynarodowego.

Biała Księga jednoznacznie wskazuje na „zwrot strategiczny" jako myśl przewodnią doktryny bezpieczeństwa narodowego. Polega on na przejściu od priorytetów „na zewnątrz" do skoncentrowania się w pierwszej kolejności na obronie własnego terytorium (a tym samym terytorium Sojuszu). Zwrot ten powinien zapewnić większe poczucie własnego bezpieczeństwa, a w konsekwencji większą gotowość do angażowania się na zewnątrz.

W odpowiedzi na czwarte pytanie sformułowano główne strategiczne priorytety przygotowań państwa w dziedzinie bezpieczeństwa narodowego: integracja podsystemu kierowania bezpieczeństwem narodowym; profesjonalizacja podsystemów operacyjnych (obronnego i ochronnych); powszechność przygotowań podsystemów wsparcia (społecznych i gospodarczych).

Zapewnienie bezpieczeństwa Polski opiera się na filarach: własnym i zewnętrznych. W każdym z nich Biała Księga rekomenduje szereg rozwiązań.

W filarze własnym dotyczą one m.in.: opracowania nowej Strategii Bezpieczeństwa Narodowego RP (ma zastąpić strategię z 2007 roku); utrzymania stałego poziomu finansowania Sił Zbrojnych RP (1,95% PKB); budowy systemu obrony powietrznej, w tym obrony przeciwrakietowej; reformy systemu kierowania i dowodzenia Siłami Zbrojnymi RP; konsolidacji szkolnictwa wojskowego; wzmocnienia bezpieczeństwa energetycznego RP; rozwijania zdolności w obszarze cyberbezpieczeństwa.

Filary zewnętrzne bezpieczeństwa Polski tworzą: NATO, Unia Europejska i strategiczne partnerstwa oraz dobrosąsiedztwa.

NATO jest najpotężniejszym sojuszem polityczno-militarnym, zdolnym do skutecznego odstraszania i obrony. Obecnie głównym wyzwaniem, przed jakim stoi, jest zdefiniowanie swojej roli w okresie „postafgańskim". Polska wskazuje na potrzebę konsolidacji NATO wokół podstawowej obronnej funkcji opartej na art. 5 traktatu waszyngtońskiego i realnych działań wzmacniających jego siłę odstraszania. Konflikt rosyjsko-ukraiński w obecnej sytuacji potwierdza ten kierunek myślenia. W tym względzie ważna jest skuteczność mechanizmów sojuszniczych takich jak: cykliczna aktualizacja planów ewentualnościowych, prowadzenie ćwiczeń z udziałem wojsk, opartych na scenariuszach przewidujących uruchomienie art. 5 traktatu waszyngtońskiego oraz równomierne rozmieszczenie infrastruktury sojuszniczej. Ważne są również utrzymanie wiarygodnego planowania obronnego oraz strategiczna współpraca między NATO a UE.

Unia Europejska (i jej Wspólna Polityka Bezpieczeństwa i Obrony) stanowi drugi zewnętrzny filar bezpieczeństwa Polski. Dynamiczny proces zmian w otoczeniu UE (Europa Wschodnia; Afryka Północna; Bliski Wschód; potencjalnie Arktyka), zmieniający się globalny układ sił, na który wpływają wschodzące mocarstwa i światowy kryzys gospodarczy spowodowały, że Unia stoi przed wyzwaniem ponownego zdefiniowania interesów i celów swojej polityki bezpieczeństwa. Pełna przydatność dla polskiej polityki bezpieczeństwa zależy jednak od postępu we wzmacnianiu strategicznej podmiotowości UE. W tym względzie Biała Księga formułuje postulat opracowania nowej Europejskiej Strategii Bezpieczeństwa.

Poważnym wyzwaniem dla Europy jest również jej niska samowystarczalność surowcowa. Przyspieszenia wymaga budowa struktur i procedur Wspólnej Polityki Zagranicznej i Bezpieczeństwa, w tym zwłaszcza Europejskiej Służby Działań Zewnętrznych.

Strategiczne partnerstwa i dobrosąsiedztwa to trzeci zewnętrzny filar bezpieczeństwa Polski. W interesie Polski jest rozwijanie bliskiej, strategicznej współpracy z USA, z innymi partnerami strategicznymi oraz z państwami sąsiedzkimi. Polska będzie zabiegać o ograniczenie skali wycofania potencjału wojskowego USA z Europy. Polsko-amerykańska współpraca w dziedzinie bezpieczeństwa będzie ukierunkowana na zwiększanie zdolności do wspólnych działań i podejmowanie wspólnych operacji wojskowych. Obejmować będzie m.in. czasowy pobyt amerykańskich jednostek wojskowych na terytorium Polski, wspólne szkolenie i realizację planów budowy amerykańskiej obrony przeciwrakietowej jako części sojuszniczego systemu obrony przeciwrakietowej.

Ważna dla bezpieczeństwa Polski jest również współpraca w formatach sformalizowanych (Trójkąt Weimarski, Grupa Wyszehradzka), jak i doraźnych (państwa bałtyckie). Ważnymi partnerami są także kraje skandynawskie.

Istotne znaczenie dla bezpieczeństwa Polski mają relacje z Rosją. Przyszłość Rosji jest trudna do określenia. Ta nieokreśloność jest i na długo pozostanie głównym źródłem poczucia niepewności u jej bezpośrednich sąsiadów, w tym Polski - szczególnie, że Rosja kontynuuje, rozpoczęty w 2008 r., szeroki program modernizacji swych sił zbrojnych. Bezpieczeństwo Polski w dużym stopniu zależy od rozwoju relacji między Rosją a Zachodem. Obecne relacje zmierzają w niekorzystnym dla nas kierunku. Polska zainteresowana jest rozwojem współpracy z Rosją opartym na zasadzie wzajemności. W jej ramach niezbędne jest uwolnienie relacji od logiki stref wpływów. W interesie Polski leży również wspieranie państw Partnerstwa Wschodniego i wskazywanie, że ich europeizacja jest korzystna także dla Rosji, ponieważ jest ona równoznaczna z utrwalaniem zasad demokratycznych, przewidywalnością w warstwie społeczno-politycznej oraz ze stabilnym rozwojem ekonomicznym.

Polska jest zainteresowana umacnianiem podmiotowości państw Europy Wschodniej w szczególności objętych unijną inicjatywą Partnerstwa Wschodniego. Niezwykle ważne jest wsparcie dla Ukrainy, dzielenie się doświadczeniami transformacyjnymi, stałe wspieranie dla prozachodniego wektora w polityce bezpieczeństwa oraz stopniowe włączanie jej w mechanizmy integracji europejskiej. Jakość współpracy między UE i Polską a Ukrainą w znacznym stopniu przesądzi o ewolucji sytuacji w całej Europie Wschodniej.

Biała Księga trafiła do wielu polskich instytucji, w tym administracji państwowej, uczelni, organizacji pozarządowych oraz szerokich rzesz polskiego społeczeństwa. Jest punktem odniesienia dla tejże administracji do prac nad transformacją systemu bezpieczeństwa narodowego. Jest także swego rodzaju podręcznikiem podejmującym najważniejsze problemy bezpieczeństwa narodowego.

Mimo gruntownych zmian sytuacji bezpieczeństwa w bezpośrednim oto czeniu Polski, rekomendowane w Białej Księdze kierunki transformacji systemu bezpieczeństwa narodowego pozostają w mocy. Konflikt rosyjsko-ukraiński nie podważył, ale wręcz potwierdził, iż priorytetem w polskiej polityce bezpieczeństwa powinno być wzmacnianie polskiego potencjału ukierunkowanego w pierwszej kolejności na obronę terytorium Polski, a tym samym terytorium całego Sojuszu. Konflikt ten utwierdził również zasadność naszych postulatów wobec

wzmocnienia filarów zewnętrznych (NATO, UE, partnerstwa strategiczne).

"La Revue Défense Nationale" nr 771/2014.

---

[*] Biała Księga Bezpieczeństwa Narodowego RP została opracowana w Biurze Bezpieczeństwa Narodowego. Angielska wersja dostępna na stronie: http://www.spbn.gov.pl/sbn/english-version/5043,English-version.html

---

Tweetnij